

Consultation Harris SNUipp



**Premières retombées
médiatiques**

Le report de la réforme des rythmes scolaires : "une décision sage si nous n'avons pas de garanties" (SNUIPP)

Le SNUIPP a adressé ce 15 novembre au Premier ministre un courrier où il lui demande de "[s']engager fermement pour que cette réforme [des rythmes scolaires] soit une réussite pour l'école primaire". Le syndicat FSU du premier degré considère qu' "il faut y consacrer l'intelligence et les moyens nécessaires", afin de répondre à quatre objectifs : allègement de la journée, gratuité des activités périscolaires, égalité de l'offre sur tout le territoire et qualité des activités qui ne doivent être nulle part de la garderie ou de la "cour de récréation". Son secrétaire général ajoute que le report de cette réforme à 2014 serait "une décision sage si nous n'avons pas de garanties" sur ces 4 points. Pour lui, "les semaines à venir seront déterminantes".

Sébastien Sühr ajoute que les enseignants ne sont pas favorables au *statu quo*. Mais la journée doit être réellement allégée pour les élèves, comme pour les enseignants qui n'auraient plus que 23h. devant élèves. La réforme doit être l'occasion "d'une redéfinition de leur métier", et d'une meilleure prise en compte dans leur service des temps de concertation. L'aide aux devoirs doit se faire dans le cadre des 23 h (4 journées de 5 h et une demi-journée de 3 h.) de même que l'aide individualisée. Cela suppose évidemment une "remise à plat" des programmes, qui sont très lourds depuis 2008, d'autant que s'y ajoutent des "éducations à" (la prévention routière, la sexualité, la santé, l'égalité hommes-femmes), qui sont toutes légitimes mais qui se "sédimentent" sans cohérence. En revanche, un allongement de l'année scolaire n'est pas un sujet "tabou", même s'il ne doit pas être de 2 semaines. Il faudrait de plus que les calendriers du 1er et du second degrés restent les mêmes.

En ce qui concerne les activités périscolaires, mais aussi la réflexion sur le bien-être des élèves, sur les locaux et leurs aménagements, les toilettes, l'organisation de la sieste, des repas, l'accueil le matin..., le SNUIPP considère qu' "il y a besoin d'une articulation cohérente" avec le temps scolaire, mais que "la pédagogie", par exemples le choix des manuels, ou la destination d'une classe transplantée, doit rester "à l'intérieur de l'école" tandis que ce qui est dans "le champ éducatif" est du ressort de la collectivité, "en lien avec l'école". Il n'est pas opposé par principe aux PEL (projets éducatifs locaux), s'il y a donc "clarification des compétences".

Interrogé sur la scolarisation des moins de trois ans, le secrétaire général du SNUIPP considère que "le jeu en vaut la chandelle, mais qu'il ne faut pas vouloir faire du chiffre", et rappelle qu'elle se faisait "souvent dans des conditions non satisfaisantes". Il y faut des conditions spécifiques en termes d'effectifs, de locaux, mais aussi de "collaboration avec les professionnels de la petite enfance". Sur l'éducation prioritaire, dont il faudrait revoir la carte, le syndicat pense qu'il faut "mettre le paquet", avec "plus de maîtres que de classes" et la formation des enseignants, sur "les écoles qui concentrent les difficultés". Il n'est pas opposé à la "labellisation" des établissements.

Sébastien Sühr est conscient des enjeux financiers de la réforme des rythmes scolaires, et de la nécessité que l'opinion publique y voie le souci de l'amélioration de la réussite des élèves. Le SNUIPP a publié ce 15 novembre une enquête menée auprès des enseignants par Harris interactive qui montre qu' "ils plébiscitent l'idée d'une réforme", mais que celle-ci doit s'attaquer en priorité à l'échec scolaire. Leurs priorités sont la baisse des effectifs, la formation professionnelle, le travail en petits groupes et l'attribution de moyens supplémentaires aux écoles qui concentrent les difficultés. Ils dénoncent la dégradation de leurs conditions de travail, et, estime Sébastien Sühr, leurs réponses témoignent d'un "mal-être" pour partie dû aux discours des politiques ces dernières années. "Mais la question salariale est très prégnante. Ils gardent la flamme, mais ont-ils encore confiance dans l'institution ?"

Rythmes : Pour le Snuipp, il faut prendre le temps de la pause...

"On prend les devants pour éviter que ça tourne au vinaigre". Pour le Snuipp, qui saisit directement Jean-Marc Ayrault, la refondation s'égare. Le 15 novembre, Sébastien Sihra a présenté les résultats d'un sondage auprès de 24 000 enseignants du premier degré qui montre que les priorités de la refondation n'est pas dans les rythmes scolaires. Le syndicat estime que, si l'Etat ne peut accompagner les communes dans la refonte des rythmes, il vaut mieux passer à autre chose...

Quel impact des rythmes sur les résultats ?



"Ce n'est pas la baguette magique pour améliorer les résultats des élèves". Pour le Snuipp, réformer les rythmes scolaires serait sans grand effet sur la réussite scolaire. Le syndicat en tire la preuve en comparant les résultats des évaluations de CM2 de 2006 entre les départements qui étaient à 8 demi-journées et ceux qui travaillaient 9 demi-journées. Entre les deux catégories, il n'y a pas de grande différence de résultats scolaires. Même en ce qui concerne le bien être à l'école, pour le Snuipp bien d'autres éléments entrent en jeu comme la qualité des locaux, des toilettes, de la cantine etc.

Les attentes sont ailleurs

Aussi le sondage présenté par le Snuipp montre que les attentes des enseignants sont ailleurs. Si 90% sont pour le changement à l'école, c'est plus une réforme qu'une refondation qui est attendue. Seulement 35% des enseignants estiment que la réforme des rythmes est une priorité. Les vraies priorités c'est diminuer le nombre d'élèves par classe (pour 81%), former les enseignants (75%) ou encore avoir plus de maîtres que de classes (73%). La première attente semble totalement écartée dans la refondation.

Mais que pensent les enseignants des rythmes proposés ?

Le sondage montrent qu'ils sont très divisés. 50% sont favorables au 9 demi-journées contre 47%. La division se retrouve pour le raccourcissement des vacances d'été : 56% contre, 40% pour. Enfin 77% d'entre eux sont prêts à s'incliner devant les intérêts des enfants. Mais s'il y a changement de rythmes, 86% attendent une compensation financière, 57% préféreraient un allègement des horaires.

La question salariale

Cette attente de revalorisation est donc très forte. Elle est avivée par la réforme des rythmes. En effet, après un blocage salarial qui s'est traduit par des baisses de salaire net plusieurs années de suite, les enseignants craignent que le passage à 9 demi-journées diminue encore le revenu. Le Snuipp propose plusieurs scénarios. En zone rurale, pour une enseignante ayant un enfant à faire garder, le coût de la réforme peut atteindre 207 € par mois. Le syndicat soulève aussi la question des enseignants qui assument de l'accompagnement éducatif après la classe. S'il est supprimé la perte salariale peut atteindre 288 € mensuels.

Qu'y gagnent les enfants ?

Alléger la journée de classe implique que les communes puissent accompagner les enfants après les cours. Or toutes n'en ont pas les moyens. On risque d'avoir des communes où les enfants sont dans

la cour sous surveillance de personnel communal après 15h30 ou 16h et d'autres où ils ont droit à un véritable accompagnement éducatif. "Il ne faudrait pas que les enfants soient finalement les perdants de la réforme", écrit S Sihr à JM Ayrault. "Une réforme des rythmes précipitée et peu financée risque de fragiliser les évolutions annoncées" La refondation "ne peut pas être réussie dans les communes qui en auront les moyens et en échec pour les autres". Face à ce risque, le Snuipp préfère que l'on attende.

Une période à risques

C'est bien l'absence de financement de cette réforme qui est interrogée par le Snuipp. C'est lui qui doit être trouvé pour assurer l'accompagnement périscolaire des élèves. C'est aussi une revalorisation ou une indemnisation qu'attendent les enseignants plutôt qu'un allègement horaire. C'est ce qui justifie une lettre au premier ministre puisque la solution ne peut pas se trouver dans le budget de l'éducation nationale.

La démarche n'est pas sans risques. Le Snuipp prend celui d'apparaître comme un obstacle pour la refondation avec des enseignants qui demandent toujours plus. Il doit aussi tenir compte d'une base qui attend une autre réforme. Le ministre, lui, prend celui de voir sa réforme rejetée et combattue. Il a renouvelé le 15 novembre son ambition que la réforme s'applique dès la rentrée 2013.

Le SNUipp-FSU interpelle Ayraut sur la réforme des rythmes scolaires

Le SNUipp-FSU, premier syndicat des enseignants du primaire, met en garde contre une réforme des rythmes scolaires "précipitée et peu financée", demandant jeudi dans un courrier au Premier ministre de s'engager "fermement" pour que les communes aient "les moyens nécessaires". "A elle seule, la révision des rythmes scolaires n'est pas la recette magique pour améliorer les résultats de l'école", et une réforme des rythmes "précipitée et peu financée risque de fragiliser les évolutions annoncées", avertit Sébastien Sihr, secrétaire général, dans la lettre rendue publique. Il cite notamment l'engagement qu'il y aurait "plus de maîtres que de classes" ou "le retour de la formation professionnelle". La réforme "ne peut pas être réussie dans les communes qui en auront les moyens et en échec pour les autres", s'inquiète M. Sihr, qui demande à Jean-Marc Ayraut qu'il s'"engage fermement" pour que les "moyens nécessaires" soient trouvés. "Nous savions depuis le début que le nerf de la guerre de cette réforme, c'était l'argent", a déclaré Sébastien Sihr lors d'une conférence de presse. "Il va falloir mettre en place un fonds de péréquation entre communes pauvres et communes riches, car il y a un danger que des enfants soient mis à la garderie après 15H30 tandis que d'autres auront des activités culturelles, sportives et artistiques de qualité", a-t-il ajouté. Les collectivités locales redoutent de devoir assumer un coût supplémentaire pour les activités péri-scolaires et les transports scolaires engendré par le retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la prochaine rentrée.

Le Parisien

Rythmes scolaires : pourquoi les enseignants traînent des pieds

Selon une enquête du Snuipp, que nous révélons en exclusivité, les enseignants du primaire rechignent à l'idée de travailler le mercredi matin.



Les professeurs des écoles privilégient la baisse du nombre d'élèves par classe à la réforme des rythmes scolaires dans un sondage commandé par le principal syndicat de la profession.

Le retour annoncé à quatre jours et demi de classe par semaine est loin d'enthousiasmer les enseignants du primaire. Un sur deux seulement se dit favorable à cette demi-journée supplémentaire qui doit être instaurée à la rentrée, selon une [enquête](#) Harris Interactive* qui sera dévoilée ce matin par le Snuipp, principal syndicat du 1er degré.

Travailler le mercredi à partir de la rentrée prochaine? A 62%, les instits ne sont pas chauds. Quant au retour du samedi (qui n'est plus envisagé par le ministère), c'est pire : 70% y sont hostiles... alors qu'ils avaient contesté la suppression de cette demi-journée travaillée il y a cinq ans au prétexte qu'elle leur permettait notamment de rencontrer un peu plus les parents.

En résumé, les instits accueillent fraîchement les contours actuels du projet de refondation pour l'école. Alors, que veulent-ils au juste? Seraient-ils finalement contre l'allègement de ces journées notoirement jugées trop longues pour les écoliers? Des « tunnels » contre lesquels ils se sont pourtant indignés ces dernières années, aux côtés des associations de parents d'élèves.

Dans les salles de maîtres, on entend depuis la rentrée de très sérieuses réticences quant à travailler le mercredi matin. Un jour de classe en plus, ce sont des trajets domicile-travail parfois longs et coûteux, mais aussi d'éventuels problèmes de garde de bébés pour une profession féminisée à plus de 81%. Soit des dépenses en plus... sans aucune augmentation de salaire en perspective, [crise](#) budgétaire oblige.

Mais l'étude révèle que le malaise face à la refondation annoncée n'est pas si terre à terre. Ce que les instits réprouvent, c'est qu'elle « était présentée comme ambitieuse » et leur paraît aujourd'hui se limiter à cette seule question des rythmes hebdomadaires. 61% jugent qu'elle répond avant tout à des intérêts politiques et économiques, plus qu'à ceux des élèves. « C'est surtout comme si on se concentrait sur le seul emballage en oubliant le fond : ce n'est pas seulement en changeant d'emploi du temps, sans se pencher en même temps sur les programmes ou les façons d'apprendre, que les résultats des élèves s'amélioreront. Remettons cette réforme des rythmes à sa place, voilà ce qu'ils expriment dans cette enquête », analyse Sébastien Sühr, secrétaire général du Snuipp. Si les professeurs des écoles disent bel et bien, à 89%, attendre une refonte de l'école primaire, leur priorité no 1 est ailleurs que dans le retour des 4,5 jours. Comme le disent aussi les parents, ils attendent (pour 81% d'entre eux) surtout une diminution du nombre d'élèves par classe. « Comment individualiser le suivi des 20% d'élèves en difficulté, voire 80% dans certains quartiers, si l'on ne peut pas être formé à des pédagogies différentes, et les travailler en fractionnant la classe? », note le responsable syndical. Sur ce terrain au moins, le ministre aura marqué un point auprès des profs en annonçant offrir, via des recrutements, « plus de maîtres que de classes » aux écoles qui en ont le plus besoin. Et leur permettre ainsi de travailler plus souvent en petits groupes.

* Enquête menée par questionnaires auprès des enseignants des écoles primaires publiques, entre le 11 septembre et le 11 novembre.

Retour à 4,5 jours d'école : la négociation tourne à l'avantage des enseignants

Peut-on réformer les rythmes scolaires ? Si le retour aux quatre jours et demi d'école par semaine – contre quatre aujourd'hui – semblait [faire](#) consensus, les négociations sur la mise en œuvre de la mesure se révèlent ardues.

La [grand-messe de l'été sur la "refondation" de l'école](#) est déjà loin. Après les beaux discours qui ont célébré l'intérêt de l'enfant, affirmé la nécessité d'une journée d'école plus courte, d'une semaine continue et d'une année scolaire plus équilibrée – le tout pour [favoriser](#) les apprentissages –, retour à la réalité. Aux questions de financements et de temps de travail. Autrement dit, aux intérêts des adultes.

Ministère de l'éducation nationale, communes et syndicats d'enseignants sont engagés dans un bras de fer pour [savoir](#) qui va [payer](#) la note de la [réforme](#). Car celle-ci a un coût, et c'est bien pour cela que ça coince. [Faire](#) classe le mercredi matin et [raccourcir](#) la journée d'école, même si ce n'est que de trois quarts d'heure comme le ministère a l'air de l'[envisager](#), suppose d'[encadrer](#) les élèves après que la cloche a sonné – probablement à 15h45 – pour qu'*"aucun enfant ne soit hors de l'école avant 16h30"*. Une promesse du ministre Vincent Peillon en octobre. Au coût de l'encadrement s'ajoutent ceux des locaux, des [transports](#) scolaires et éventuellement d'une cantine en plus le mercredi.

Lire le reportage à Angers : [On est moins fatigués, même si on travaille le mercredi](#)

Le deuxième round des négociations, engagé lundi 12 novembre, semble [donner](#) l'avantage aux enseignants plutôt qu'aux collectivités. A ces dernières, le ministère a demandé un effort considérable: trois heures de prise en charge supplémentaire par semaine, sous la forme d'activités périscolaires – sportives, culturelles, artistiques... Les enseignants, eux, peuvent [souffler](#), car on ne leur demande pas de [travailler](#) plus. *"La dynamique repart dans le bon sens"*, se réjouit l'UNSA-Education. La fédération estime que le premier scénario, mis sur la table des négociations le 15 octobre et jugé *"inacceptable"* par tous les syndicats d'enseignants, est d'ores et déjà *"enterré"*. Dans cette première mouture, il leur était demandé d'[assurer](#) une [aide](#) aux devoirs en classe entière une demi-heure chaque soir, soit deux heures par semaine. Un effort de même importance était demandé aux communes.

"TOUT RESTE À FAIRE"

Dans le nouveau scénario, il n'est plus question d'aide aux devoirs, disent les syndicats. Les enseignants continueraient à [travailler](#) vingt-sept heures par semaine, dont vingt-quatre heures d'enseignement. Les trois heures en plus le mercredi matin seraient compensées par des journées raccourcies de trois quarts d'heure les lundi, mardi, jeudi et vendredi (5 h 15, contre 6 heures actuellement). Outre une compensation financière que le ministère n'a pas exclue, SE-UNSA et SNUipp-FSU, majoritaires dans le premier degré, revendiquent un allègement du temps de service en échange du mercredi travaillé.

Le SNUipp-FSU se veut prudent : *"Tout reste à [faire](#), affirme son secrétaire général, Sébastien Sihr. Alors qu'on allait dans l'impasse, il y a aujourd'hui un progrès. Mais on ne sait pas précisément ce qui se passera après que la cloche a sonné."* Les interrogations portent sur le [devenir](#) de l'aide personnalisée, des temps d'animations pédagogiques, de réunions d'équipe... tout ce qui constitue le temps de travail *"hors la classe"* des enseignants, et qui représente 108 heures dans l'année.

Le sujet est au programme des discussions bilatérales qui reprendront cette fin de semaine et se poursuivront pendant quinze jours. Est également prévue une table ronde réunissant tous les

protagonistes, à l'exception des syndicats SUD et FO. Ce dernier estime, dans un communiqué, que *"le ministre n'a répondu à aucune question sur la perte de rémunération des personnels liée à une demi-journée de travail supplémentaire"*.

La question des rythmes, si elle focalise l'attention, ne devrait pas être développée dans la loi d'orientation et de programmation sur l'école dont la présentation en conseil des ministres, initialement prévue le 19 décembre, pourrait être reportée en janvier.

En mettant de côté son premier scénario, [Vincent Peillon](#) a-t-il reculé? *"C'était un schéma d'entrée en négociations destiné à évoluer au gré des discussions"*, explique le ministère, qui récusé tout recul. L'engagement de campagne de [François Hollande](#) – un retour à neuf demi-journées d'école dès septembre 2013 – est en passe d'être tenu. Tout comme celui d'un allègement des journées, même s'il peut [sembler](#) modeste en portant sur moins d'une heure. Reste qu'on ne pourra pas [parler](#) d'une *"refondation"* des rythmes tant que M. Peillon ne se sera pas emparé de l'organisation de l'année et des vacances scolaires.

Les professeurs partagés sur la refondation de l'école

Seule la moitié des enseignants est favorable au retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013, selon un [sondage Harris Interactive pour le syndicat SNUipp-FSU](#) publié jeudi 15 novembre. Plus d'un quart (28 %) des professeurs y sont « tout à fait opposés ». La mise en place d'une alternance entre sept semaines de classe et deux de vacances, effective dès cette année, est en revanche plébiscitée, avec 85 % d'avis positifs.

Selon cette enquête, réalisée par questionnaire auprès de 23 000 enseignants du primaire entre le 11 septembre et le 11 novembre, la fin de la journée de cours dès 15 h 30, envisagée par le ministère pour la rentrée prochaine, est approuvée à 61 %. Mais seuls 51 % sont d'accord pour que soit instauré à partir de 15 h 30 un accompagnement scolaire (aide aux devoirs, soutien scolaire...).

Les négociations se poursuivent pied à pied entre le gouvernement et les syndicats, mais aussi les collectivités territoriales pour savoir, qui, des professeurs et/ou des animateurs rémunérés par les communes, s'occupera des élèves entre 15 h 30 et 16 h 30, les lundis, mardis, jeudis et vendredis, et de quelle manière. Vincent Peillon avait demandé aux enseignants d'assurer une aide aux devoirs à raison de deux heures par semaine, le reste du temps étant réservé à des activités culturelles et sportives. Mais à en croire les syndicats, qui sont opposés à une telle mesure, le ministre de l'éducation aurait déjà enterré ce premier scénario.

Les profs pas très motivés par la semaine de quatre jours et demi



Un élève de primaire dans une école élémentaire, à Paris, en septembre 2012.

Le retour des cours le mercredi ou le samedi matin ? Une moitié des enseignants n'y est franchement pas favorable, selon un sondage du syndicat SNUipp-FSU sur [les rythmes scolaires](#), publié jeudi 15 novembre. Le passage à la semaine de quatre jours et demi, abandonnée en 2008, n'arrive qu'en 5^e position parmi les mesures suggérées par le syndicat.

En revanche, la mise en place d'une alternance "*sept semaine de cours-deux semaines de vacances*" tout au long de l'année scolaire et pour toutes les zones a les faveurs de 85% des profs interrogés. Une prise en charge des enfants après 15h30 proposant des activités culturelles et sportives a quant à elle les faveurs de 75% des enseignants.

Arrivent ensuite la réduction de la journée de classe avec une fin des cours à 15h30 (61% des suffrages). Enfin, une grande majorité (87%) des personnes interrogées estiment manquer d'informations sur la réforme des rythmes scolaires.

Cette enquête, à laquelle 23 950 enseignants du primaire ont répondu, a été menée par questionnaire entre le 11 septembre et le 11 novembre.

Ecole : la semaine de 4,5 jours divise les enseignants

Seule la moitié des enseignants est favorable au retour à la semaine de 4,5 jours dans le primaire à la rentrée 2013, alors que la mise en place d'une alternance entre 7 semaines de classe et 2 de vacances est plébiscitée, selon un sondage du syndicat SNUipp-FSU publié jeudi 15 novembre par "Le Parisien".

Le passage à la semaine de quatre jours et demi, abandonnée en 2008, n'arrive qu'en 5e position parmi les mesures suggérées par le syndicat dans le cadre du débat sur les rythmes scolaires et les avis sont très partagés: 20% sont tout à fait favorables, 30% plutôt favorables, mais 19% sont plutôt opposés et 28% tout à fait opposés (3% ne se prononcent pas).

En revanche, la mise en place d'une alternance "7/2" tout au long de l'année scolaire et pour toutes les zones a les faveurs de 85% des personnes interrogées : 46% y sont "tout à fait favorables" et 39% "plutôt favorables", selon les résultats d'une consultation réalisée du 11 septembre au 11 novembre, et à laquelle 23.950 enseignants du primaire ont répondu.

Une prise en charge des enfants après 15h30 proposant des activités culturelles et sportives a les faveurs de 75% des enseignants.

Manque d'informations

Arrivent derrière la réduction de la journée de classe avec une fin des cours à 15h30 (61% des suffrages), et une prise en charge des enfants après 15h30 proposant de l'accompagnement scolaire au sein de l'école (aide aux devoirs, soutien scolaire...), selon le sondage qui sera commenté par le syndicat lors d'une conférence de presse jeudi à Paris.

Enfin, une grande majorité (87%) des enseignants estiment manquer d'informations sur la réforme des rythmes scolaires : "tout à fait" pour 50% d'entre eux, tandis que (...)

L'Humanité

Les profs veulent refonder, mais...

Selon une vaste enquête menée par le SNUipp-FSU, les enseignants du primaire plébiscitent l'idée d'une réforme de l'école tout en redoutant son manque d'ambition.

Le gouvernement n'avait pas jugé bon de les consulter. Le SNUipp-FSU l'a fait. Hier, le principal syndicat du primaire a dévoilé les résultats d'une enquête auprès de 24000 enseignants interrogés sur leurs priorités pour refonder l'école.

Premier constat : loin d'être conservateurs, ils plébiscitent (89%) l'idée d'une réforme. Et listent quelques priorités claires : la baisse du nombre d'élèves par classe (81%), la réforme de la formation des enseignants (75%), le développement du travail en petits groupes avec plus de classes (73%) et l'attribution de plus de moyens aux écoles qui concentrent des difficultés (70%). Les rythmes scolaires, eux arrivent en dernières place, seulement un tiers des profs jugeant cette question « prioritaire ».

A son propos, le scepticisme règne : 87% des enseignants déclarent « manquer d'informations ». Et seulement la moitié se dit favorable au passage de la semaine de 4 jours à 4,5 jours. Non par corporatisme (77% des profs souhaitent « l'intérêt des élèves » prime sur le leur et celui des parents), mais parce qu'il redoutent que le manque d'ambition de la réforme actuelle ne dégrade leurs conditions de vie sans améliorer le quotidien des écoliers. Ils sont ainsi 61% à estimer que cette mesure est avant tout « basée sur des intérêts économiques et politiques ». Ils en perçoivent également les limites. Et pour eux, une réforme des rythmes scolaires ne peut que s'accompagner d'autres mesures, comme la redéfinition des dispositifs d'aide (92%), la revalorisation de leurs salaires (86%) ou encore une révision des programmes (72%). dans la foulée de son étude, le SNUipp a écrit hier à Jean-Marc Ayrault, lui demandant de « s'engager fermement pour que cette réforme soit une réussite ».